

Témoignage au Comité permanent des affaires étrangères, Sous-comité sur l'Afrique, sur la santé mondiale et sur les droits de l'homme "Examen du rôle du Rwanda dans l'insurrection en RDC"

Mark Schneider

<http://www.crisisgroup.org/fr/apropos/Staff/Advocacy%20offices/Washington%20DC/Mark%20Schneider.aspx> | 19 sept. 2012

Témoignage de Mark L. Schneider, vice-président, International Crisis Group au Comité permanent des affaires étrangères, Sous-comité sur l'Afrique, sur la santé mondiale et sur les droits de l'homme "Examen du rôle du Rwanda dans l'insurrection en RDC"

Je voudrais remercier le Président Smith, le représentant Bass, et le Comité des affaires étrangères, le sous-comité sur l'Afrique, sur la santé mondiale et sur les droits de l'homme de m'offrir l'opportunité de m'adresser à vous ce matin. J'aimerais féliciter le comité pour l'attention dont il fait preuve en ces temps critiques.

Crisis Group est une organisation non gouvernementale, indépendante et non partisane qui produit des analyses issues du terrain, des recommandations politiques et des plaidoyers s'adressant aux gouvernements, aux Nations Unies et aux autres organisations multilatérales concernant la prévention et la résolution de conflits. Crisis Group a été fondé en 1995 en tant qu'organisation non gouvernementale par des diplomates, hommes d'Etats et des leaders d'opinions de haut rang, notamment l'Ambassadeur Mort Abramowitz, le prix Nobel de la paix et ancien président finlandais Martti Ahtissari, l'ancien membre du Congrès Stephen Solarz, et l'ancien diplomate du Royaume-Uni et des Nations Unies Mark Malloch Brown, tous hautement préoccupés par l'échec de la communauté internationale à anticiper et prévenir les massacres de masses qui ont eu lieu au Rwanda et en Bosnie. Le Sénateur George Mitchell fut le premier président de notre conseil d'administration ; c'est aujourd'hui l'ambassadeur Thomas Pickering qui occupe ces fonctions. Louise Arbour, ancienne procureur en chef du Tribunal pénal international pour l'ex Yougoslavie et ancienne Haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies est notre actuelle Présidente. En 2011, Crisis Group a reçu la médaille Eisenhower du leadership et du Service.

Crisis Group publie annuellement près de 90 rapports et briefings, mais aussi les bulletins mensuels Crisis Watch. Nos employés sont basés sur le terrain dans 10 bureaux régionaux et 16 autres villes, couvrant dans l'ensemble plus de 60 pays. Ils travaillent sur la prévention des conflits et la stabilisation des zones post-conflits. Nous avons des bureaux destinés à la recherche et au plaidoyer à Bruxelles (notre siège), à Washington et à New York, ainsi que des bureaux de liaison et de recherche à Londres, Moscou et Beijing.

Le programme Afrique de Crisis Group supervise 4 projets comprenant l'Afrique Centrale, du Sud, de l'Ouest ainsi que la Corne de l'Afrique, couvrant 22 pays dans ces régions. Nous avons produit 35 rapports et briefings sur la RDC.

Une rébellion a de nouveau éclaté dans l'est du Congo, avec son lot de vies perdues, de violence contre les communautés et de menaces pour la stabilité régionale. Les élections présidentielles et législatives contestées de 2011 constituent un retour en arrière majeur pour la RDC en termes de stabilité et de démocratie. Nous déplorons

cette situation et aujourd'hui les conditions sont encore pires. La violence engendrée par le M23 motivée par l'appât du gain et du pouvoir depuis avril a déjà déplacé un demi million de personnes et de réfugiés dans les provinces de l'Est du Congo d'après le Haut-Commissariat aux Réfugiés.

Les actions suivantes sont nécessaires immédiatement :

- Un cessez le feu immédiat sous l'égide de la mission des Nations Unis pour la stabilisation du Congo (MONUSCO)
- La fin du soutien étranger aux groupes armés, en particulier la fin du soutien du Rwanda au M23, par le biais de nouvelles suspensions d'aide s'il le faut;
- L'arrestation de Bosco Ntaganda et son transfert à la Cour pénale internationale ;
- L'application du mécanisme conjoint de surveillance de la frontière ;
- Le désarmement et la démobilisation du M23 ;
- L'évaluation de l'accord du 23 mars entre le CNDP et le gouvernement ;
- La mise sous sanctions par l'ONU de tous les individus responsable de soutenir le M23 ;
- La saisine de la Cour pénale internationale pour enquêter sur le M23 et les autres groupes armés, en particulier en ce qui concerne le recrutement d'enfants soldats.

Ces mesures relèvent de la gestion de conflit. Cependant, ces solutions à court terme ne pourront empêcher la répétition d'une nouvelle crise au Kivu dans 2 ou 3 ans. La seule manière d'empêcher cette situation de se reproduire serait de faire en sorte que le gouvernement congolais à appliquer le cadre de résolution du conflit défini en 2008 et de faire en sorte que le gouvernement rwandais à arrêter sa politique de contrôle de l'est du Congo par des intermédiaires. Il existe déjà un cadre de résolution de conflit à long terme – le problème est sa non application. C'est seulement en faisant pression sur les acteurs du conflit que l'on pourra faire appliquer ce plan de paix.

De plus, je discuterai brièvement quatre autres points clés qui restent cruciaux pour la stabilité de la République Démocratique du Congo: les dynamiques post électorales, la réforme du secteur de sécurité, les minerais des conflits et le pétrole ainsi que le rôle de la MONUSCO.

Tout d'abord, permettez moi de vous décrire l'analyse de la crise au Nord Kivu faite par Crisis Group – Cela ressemble à une histoire *déjà vue* ?

Si nous avions une machine à remonter dans le temps, nous pourrions revenir en 2008 quand la rébellion dirigée par le CNDP contre le gouvernement au Nord Kivu, battait à plate couture l'armée congolaise et ridiculisait une force de maintien de la paix des Nations unies avec le soutien d'un voisin proche. Pendant cette crise, Laurent Nkunda dirigeait le CNDP. Mais en fait, nous n'avons pas besoin d'une machine à remonter le temps parce que tout ceci se passe de nouveau maintenant en 2012. La crise de 2012 au Nord Kivu présente les mêmes caractéristiques ethniques, politiques, économiques et structurelles que la crise de 2008.

En mars 2012, Joseph Kabila a ordonné l'arrestation du général Bosco Ntaganda et fait part de son désir de le voir jugé par le système pénal congolais. L'ancien rebelle CNDP,

qui avait auparavant intégré l'armée congolaise (FARDC), a fait défection et pris le maquis avec plusieurs centaines de ces hommes. Les FARDC ont lancé une offensive pour le capturer. Cependant, après l'avoir encerclé, Kabila a étonnement donné l'ordre à ses troupes de cesser l'attaque. Cet événement qui reste encore inexpliqué a permis à Bosco Ntaganda de fuir, de rejoindre l'officier rebelle Sultani Makenga et de se réorganiser dans la zone des volcans du Nord Kivu. Le groupe a pris le nom M23 en référence à l'accord du 23 mars 2009 entre le gouvernement et le CNDP que les rebelles reprochent à Kinshasa de ne pas avoir respecté. D'après cet accord, les rebelles étaient supposés intégrer les FARDC et arrêter leur combat. Cependant, les vraies motivations du M23 sont plus complexes.

Le groupe est une ramification du CNDP et est principalement composé de Tutsis. Cependant, il ne combat pas afin de protéger les intérêts de cette communauté comme le faisait le CNDP par le passé. A l'inverse, ses membres ont fait défection des FARDC afin de défendre leurs intérêts économiques et les réseaux établis sous le CNDP et perpétués après leur intégration dans l'armée Congolaise. L'échec du démantèlement de la structure de commandement du CNDP quand leurs troupes ont été incorporées dans les FARDC leur a permis de se maintenir à l'intérieur même des FARDC et de maintenir leur contrôle illicite sur des ressources naturelles. Ce schéma d'exploitation et de contrôle des ressources naturelles par des groupes armés, y compris les FARDC, est récurrent dans l'Est de la RDC et bien souvent l'une des sources principales du conflit. Le Rwanda est directement impliqué dans la récente mutinerie. D'après l'annexe du rapport des experts des Nations Unies, Kigali soutient le M23 non seulement pour des raisons ethniques, mais aussi car cela permet au Rwanda d'exploiter librement les richesses naturelles de la RDC à travers des réseaux commerciaux illicites.

Le Rwanda a été condamné plus fermement par la communauté internationale en 2012 qu'en 2008. En juin, le groupe d'experts des Nations Unies a publié un rapport accusant le Rwanda de soutenir les rebelles du M23 sur le sol congolais. Le Royaume Uni, les USA, les Pays Bas, l'Allemagne et la Suède ont suspendu ou retardé leur aide à la nation d'Afrique Centrale. Cela ne pénalisera pas très fortement l'économie rwandaise car cette aide représente moins de 3% du budget de l'Etat. Après ces sanctions, plusieurs rapports ont fait part d'un arrêt temporaire des attaques du M23 malgré le fait qu'ils restaient déployés continuellement dans des zones stratégiques clés et qu'ils étaient aussi accusés de violations des droits de l'homme. Par ailleurs, ces suppressions d'aide représentent un message diplomatique fort, en particulier du fait qu'il inclut les USA, qui sont l'allié occidental le plus important du Rwanda et qui ont réitéré leur désir de voir Kigali cesser son soutien aux groupes armés qui menacent des vies humaines ainsi que la sécurité régionale.

Les sections clés de l'addendum du rapport intérimaire du groupe des expert (pages trois et quatre) affirment :

3. Au cours de ses enquêtes menées depuis la fin de l'année 2011, le Groupe a trouvé des preuves substantielles attestant de l'appui par des responsables rwandais à des groupes armés opérant à l'Est de la RDC. Initialement, les FRD semblaient établir ces

alliances afin de faciliter une vague d'assassinats ciblés contre des hauts commandants des FDLR, menant à l'affaiblissement du mouvement rebelle. Cependant, ces activités se sont rapidement étendues à l'appui d'une série de mutineries postélectorales au sein des FARDC et ont finalement abouti au soutien direct, par l'utilisation du territoire rwandais, de la création de la rébellion M23, composée d'anciens officiers du CNDP intégrés dans l'armée congolaise (FARDC) en janvier 2009. Depuis que le M23 s'est établi dans des positions stratégiques le long de la frontière rwandaise en mai 2012, le Groupe a recueilli des preuves accablantes démontrant que les hauts officiers des FDR, en leur qualité officielle, ont soutenu les rebelles en leur fournissant des armes, de l'équipement militaire et de nouvelles recrues.

4. À son tour, le M23 continue de solidifier ses alliances avec de nombreux autres groupes armés et des mutins, y compris ceux qui avaient bénéficié d'un soutien des FDR. Cela a créé d'énormes défis sécuritaires pour l'armée congolaise (FARDC), allant du district de l'Ituri dans le nord, au territoire de Fizi dans le sud. Les autorités rwandaises ont également agi en contravention des mesures d'interdiction de voyager et du gel des avoirs découlant du régime des sanctions, en incluant trois personnes désignées sur la liste des sanctions parmi les individus qui bénéficient de leur soutien.

5. Depuis le début avril 2012, les gouvernements de la RDC et du Rwanda ont organisé une série de réunions bilatérales de haut niveau afin de mener des pourparlers visant à résoudre la crise provoquée par le soutien du Rwanda à des groupes armés. Lors de ces discussions, les responsables rwandais ont demandé l'impunité pour leurs alliés des groupes armés et mutins, dont le général ex-CNDP Bosco Ntaganda, et le déploiement d'unités supplémentaires FDR dans les Kivus pour mener des opérations à grande échelle contre les FDLR

7. Depuis les premières étapes de la création de M23, le Groupe a documenté un appui militaire et politique systématique de la nouvelle rébellion par les autorités rwandaises. En prenant le contrôle de la position stratégique de Runyoni, le long de la frontière entre la RDC et le Rwanda, des officiers du M23 ont ouvert deux routes d'approvisionnement allant de Runyoni à Kinigi ou à Njerima au Rwanda, que les officiers RDF utilisent pour fournir des renforts en troupes, recrues et armes. Le Groupe a également obtenu des preuves que les autorités rwandaises ont tenté de mobiliser les anciens cadres et dirigeants du CNDP, les politiciens du Nord-Kivu, les commerçants et la jeunesse pour soutenir le M23.

A. Assistance directe à la création du M23 en utilisant le territoire rwandais

8. Le colonel Sultani Makenga a déserté les FARDC afin de créer la rébellion M23 en utilisant le territoire rwandais et bénéficiant directement de l'appui des FDR (voir le paragraphe 104 du rapport intérimaire). Le 4 mai, Makenga a traversé la frontière de Goma pour Gisenyi, au Rwanda, et a attendu que ses soldats à Goma et à Bukavu le rejoignent.

Un autre élément malheureux et répétitif de la crise actuelle est l'inefficacité flagrante

de l'armée Congolaise. Lutte interne, corruption, déliquescence et manque total de professionnalisme des FARDC ont permis à 700 rebelles de mettre en déroute pendant plus de cinq mois une armée gouvernementale de plusieurs milliers d'hommes entraînés par les pays occidentaux, y compris les Etats-Unis, et épaulés par une force de l'ONU forte de 18,000 hommes. Défections, atteintes aux droits de l'homme et corruption caractérisent trop souvent l'attitude des FARDC, et compromettent les efforts de ceux qui veulent une force militaire professionnelle capable de défendre la population civile.

La MONUSCO a été incapable de s'opposer militairement aux rebelles ou de protéger les zones civiles où des combats interethniques ont eu lieu. La MONUSCO a des règles d'engagement claires et précises et la protection des civils est au cœur de son mandat. La MONUSCO a des milliers de troupes au Congo et sa force au Nord Kivu est équipée avec des hélicoptères de combats et des véhicules blindés. La population de la RDC ne comprend toujours pas pourquoi la force militaire la plus compétente du pays n'est pas encline à utiliser sa puissance de feu pour appliquer le mandat pour laquelle elle a été envoyée sur place. Un engagement beaucoup plus actif de la MONUSCO est vital.

Depuis avril, le M23 a conquis une large bande de territoire au Nord Kivu qu'il administre dorénavant. La chute de Bunagana le 5 juillet 2012 fut un sérieux avertissement. Après la Conférence d'Addis Ababa, le M23 a accru son contrôle territorial le 25 juillet en battant les FARDC à Rumangabo, 30 km au nord de Goma, la capitale provinciale. Il a formé son propre gouvernement et est maintenant en train d'installer son administration dans la zone de Rutshuru. Comme d'habitude, le mouvement rebelle se finance par des taxes sur chaque camion de marchandises qui entre dans Goma, ce qui a fait grimper les prix des produits de première nécessité de manière dramatique. Comme ce fut le cas avec le CNDP par le passé, le M23 demande maintenant à entamer des négociations avec le gouvernement, ce qui représenterait une humiliation pour Kinshasa.

Vue la faible réponse du gouvernement face au défi que le M23 représente, les officiers FARDC font défection au Sud Kivu, mais aussi dans la Province Orientale et au Kasai Occidental. L'absence de réponse politique de la part du gouvernement de la RDC accroît son manque de légitimité et affaiblit encore plus les institutions.

Dans les zones rurales profondes, d'autres groupes armés ont profité de la situation actuelle pour étendre leur contrôle territorial en commettant des abus contre des populations civiles et en recrutant des enfants soldats. Selon des sources très crédibles, le groupe Rayia Mutomboki a commis des tueries dans les territoires de Walikale et de Kalehe et a entamé une politique d'épuration ethnique des Rwandophones.

Malgré les appels de l'UE et de la Belgique pour le dialogue et une réforme de l'armée, Kinshasa ne reste toujours pas disposé à agir dans ce sens et à l'inverse cherche à créer des alliances avec des groupes armés anti-tutsi, a demandé plus de formation pour ses troupes et recrute des jeunes pour renforcer ses troupes dans les Kivus. Le

gouvernement est déjà incapable de gérer et payer ses 80,000 soldats et il a décidé d'en recruter de nouveaux.

Le Rwanda nie toute implication et essaye de détourner l'attention de la communauté internationale de l'exploitation transfrontalière illégale de minéraux en positionnant la menace des FDLR comme problème principal de la région.

Au niveau régional, la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs (CIRGL) a initié des discussions entre le Rwanda et la RDC, mais cette initiative ne va pas fournir de solution rapide à l'intensification de l'action des groupes armés dans les Kivus. La CIRGL s'est réunie plusieurs fois en juillet, août et septembre (Khartoum 30 juillet-1 août, Kampala 6-8 août, Goma 16 août, Kampala 7-8 septembre) mais a échoué à trouver une solution innovatrice, hormis la « force neutre » dont le mandat serait : 1) contrôle des frontières, 2) neutralisation des groupes armés, mais dont la formation reste incertaine. Le CIRGL a accepté de réactiver des vieux mécanismes (équipe de médiation, mécanisme de vérification des frontières, etc...) mais a échoué à se mettre d'accord sur la composition de la force « neutre » de 4000 hommes pendant la conférence des chefs d'Etat à Kampala.

Ces troupes devraient s'ajouter à 18,000 casques bleus et 30,000 soldats Congolais. Au mieux ce déploiement de la CIRGL est attendu en décembre 2012 mais les chefs d'états n'ont pas encore été capable de se mettre d'accord sur la composition et les modalités de déploiement de cette force africaine. De plus, du fait qu'il est difficile de comprendre la valeur ajoutée que représentent 4000 soldats dans le contexte actuel, la CIRGL a clairement fait savoir qu'elle n'avait pas la capacité d'appliquer un tel plan et qu'elle se tournerait donc vers l'ONU et l'AU. Le secrétaire général de la CIRGL a eu pour mission de contacter les bailleurs de fonds afin de financer cette force. La population du Kivu ne peut pas se permettre ce ping-pong diplomatique entre les organisations internationales dans les mois à venir. A moins que Kinshasa et Kigali ne changent leurs positions, les perspectives d'une amélioration sont minces. On peut donc s'attendre à ce que les menaces actuelles contre la sécurité publique et les civils persistent.

Le fait que la communauté internationale ait pour une fois pris des mesures contre le Rwanda, soutien externe des rebelles, est un bon signe, (mais toujours pas assez). Cependant, la répétition de la crise au Kivu prouve que les causes profondes du conflit persistent. Sans une réforme du secteur de sécurité conséquente, sans une administration publique qui fournit des services de base, sans une réglementation et un contrôle de l'exploitation des ressources naturelles, la paix et la stabilité continueront à être étrangères au Congo. Un cadre clair de résolution du conflit existe depuis 2008 : c'est un plan de paix composé de l'acte d'engagement (janvier 2008), de l'accord du 23 mars 2009 avec le CNDP et du programme de stabilisation appelé STAREC. Ce cadre de résolution du conflit doit être appliqué afin de passer de la gestion de crise à la résolution de conflit.

Maintenant laissez moi me tourner vers d'autres problèmes de gouvernance qui affectent la stabilité de la RDC.

Dynamique post électorale: l'absence d'institutions de gouvernance crédibles à l'est du Congo et dans le pays dans son ensemble reste une source principale de l'instabilité continue et du manque de développement. Nos rapports, à partir de 2010, documentent les manquements qui ont mené aux élections présidentielle et législative de fin 2011. Nous avons cités les changements constitutionnels hâtifs en janvier 2011, les problèmes d'enregistrement des électeurs, l'interaction minimale de la Commission Indépendante Nationale des Elections (CENI) avec les autres partis politiques, le manque de transparence, l'importante augmentation des tensions politiques, les incidents violents, la préparation inadéquate des élections et la mise en place tardive d'un plan de sécurité électorale. Et nous avons en particulier insisté sans succès, pour que la CENI, le gouvernement, les partis d'opposition, la MONUSCO, et la communauté internationale dans son ensemble, y compris les USA et l'UE, développent un plan B. Si ceci n'était pas fait, nous avons prévenu que, sans une action concertée et unifiée de la RDC et un engagement international, les élections générales de novembre, les secondes depuis la fin du conflit au Congo, aboutiraient à des irrégularités massives, voire même des fraudes massives avec des violences généralisées - ce qui discréditerait le vainqueur. Nous connaissons tous le résultat.

Le manque de crédibilité des résultats ont déclenché des manifestations d'opposition, qui en retour ont entraîné une répression violente des forces de sécurité de Kinshasa. Après avoir refusé tout contrôle externe du processus électoral, la commission électorale a accusé la communauté internationale d'être responsable de ses erreurs dans ses rapports d'évaluation post électoral.

Les lacunes électorales du Congo reflètent le manque général de développement institutionnel et démocratique depuis 2006. Mais ceux-ci viennent aussi du faible engagement international et continental, depuis la MONUSCO et l'UA jusqu'aux bailleurs de fond – en particulier l'UE et le Royaume Uni, qui ont en partie financé les élections, ainsi que les USA. Ils ont tous été largement incapables d'empêcher Kabila de consolider son pouvoir et de contrôler le jeu politique.

Malgré ces élections ratées, le gouvernement de la RDC n'a pas été disposé à changer les membres du CENI. La perspective d'élections provinciales est maintenant très faible (2013 au mieux) alors que des élections locales restent très vagues dans le planning de la CENI, ce qui démontre le manque de volonté du gouvernement de les organiser.

Les bailleurs de fond devraient conditionner leur soutien à des réformes électorales fondamentales, y compris le remplacement du président de la CENI et le choix de membres qui reflètent un consensus des partis politiques et de la société civile.

Réforme du secteur de sécurité

Depuis maintenant 5 ans, plusieurs pays, y compris les Etats-Unis soutiennent la soi

disant réforme de l'armée en RDC. Le résultat de cet effort est que l'armée congolaise a encore été facilement vaincue par une force bien moins importante qu'elle. Par exemple, une brigade entraînée par la Belgique a fui en Ouganda lorsqu'elle a été attaquée par le M23. L'entraînement prodigué à une armée qui n'est pas payée, pas disciplinée et qui n'a aucune organisation logistique est un gaspillage d'argent. L'état actuel de l'armée est tellement mauvais que la société civile du Nord Kivu a proposé de payer l'addition elle-même et il y a de plus en plus de voix à l'intérieur même de la RDC qui soulèvent la question de la corruption dans cette institution. A lui seul, l'entraînement ne peut pas amener de sérieux changements au sein de l'armée. Une réforme du secteur de la sécurité est vitale pour la stabilité de la RDC. Mais le gouvernement congolais n'a fait qu'en parler pendant cinq ans et un réseau de corruption a bloqué chaque effort sérieux de réforme. Si les bailleurs de fonds pensent qu'une réforme du secteur de la sécurité est vitale pour la stabilité de la RDC, ils devraient appliquer une pression suffisante sur les autorités ou alors arrêter de gaspiller leur argent dans des programmes d'entraînement inefficaces.

Minerais des conflits et bientôt conflit pour le pétrole

Le 22 août, la SEC a voté (3-2) l'adoption des règles concernant l'obligation d'information et de transparence exigée par la loi Dodd-Frank de réforme financière (paragraphe 1502) concernant les minerais de conflit. Il est regrettable que le vote ait été retardé, et encore plus que des sanctions financières n'aient pas été prévues et que les entreprises, y compris les plus grandes mondiales, aient une période de grâce de deux ans pour indiquer l'origine des minerais. Comme la nouvelle crise du Kivu le démontre et contrairement à ce que les opposants à cette loi peuvent dire, le problème n'est pas d'imposer de nouvelles normes (certification de l'origine) pour l'industrie et les mineurs artisanaux congolais, mais bien l'anarchie du secteur minier dans cette partie du monde.

La crise actuelle dans le Kivu est fortement liée à la richesse minière des provinces de l'est du Congo. Mais d'autres ressources naturelles sont à explorer dans la région et, si les découvertes sont confirmées, l'impact sur le conflit au Kivu pourrait être beaucoup plus élevé. Les compagnies pétrolières ont commencé à prospecter la région des Grands Lacs alors que les frontières ne sont que vaguement délimitées, l'exploitation illégale des ressources naturelles est endémique et la méfiance entre les gouvernements de la région est élevée. Et comme ICG l'a indiqué dans son dernier rapport, la course au pétrole de la RDC est une garantie presque certaine de futures violences et corruption.

Sur la question du pétrole, le rapport de Crisis Group du 11 juillet a averti que les nouvelles réserves de pétrole pouvaient créer de nouveaux centres de pouvoir et pourraient exacerber le conflit dans l'Est du Congo. Une action préventive est donc nécessaire pour transformer une menace réelle pour la stabilité en une véritable chance de développement. Les donateurs devraient fournir une assistance technique et financière aux autorités congolaises pour la démarcation des frontières, l'élaboration d'un accord pour l'exploration et le développement de réserves transfrontalières et la

réforme de la gouvernance du pétrole, et ils devraient soutenir les efforts de la société civile congolaise pour construire une capacité de surveillance du secteur pétrolier. Ce défi s'inscrit dans le sillage du désenchantement lié à la gestion du Processus de Kimberley et des minerais du conflit.

Le rôle de la MONUSCO:

Dans la lettre de Crisis Group du 11 juin, nous avons indiqué que la Mission des Nations Unies pour la stabilisation du Congo (MONUSCO) était défailante dans son mandat principal de stabilisation et de protection des civils.

Le soutien technique et logistique de la MONUSCO à des élections truquées en 2011 et l'incapacité de réussir à promouvoir le dialogue entre les parties a modifié les perceptions quant à l'impartialité de la mission. Ni le Conseil de sécurité ni la MONUSCO n'ont indiqué de lignes rouges claires pour la crédibilité du processus et le rôle de bons offices de la Mission a été sous-utilisé. Après l'échec de la décentralisation, les réformes constitutionnelles qui ont élargi les pouvoirs présidentiels et la fraude massive associée à ces élections, le risque d'une dérive autoritaire continue d'augmenter. Si elle n'est pas adéquate, l'implication internationale en RDC, y compris celle de la MONUSCO, risque d'enraciner un gouvernement irresponsable et de saper les efforts de consolidation de la paix.

Conclusion

Un manque de clarté sur la stratégie militaire globale et l'objectif des opérations militaires contre les groupes armés existe également. Ce qui est nécessaire est la mise en œuvre effective d'une stratégie globale qui existe, comme je l'ai indiqué, avec sa composante politique, pour lutter contre l'insécurité généralisée et la menace de groupes armés illégaux dans l'est du Congo. Des réformes clés de gouvernance, telles que la tenue d'élections provinciale et locale crédibles, la décentralisation et des progrès dans la lutte contre la corruption est nécessaire. Il est clair qu'il est urgent de traiter à la fois les facteurs locaux de conflits entre les communautés et l'interaction avec les dynamiques régionales, y compris les relations avec le Rwanda, et de briser le cycle de l'impunité dans cette partie du monde. Si les pays occidentaux, dont les Etats-Unis, veulent passer de la gestion de crise à la résolution de conflits dans la région des Grands Lacs, ils devraient parler d'une seule voix claire et directe et exercer une pression politique sur Kinshasa et Kigali.

International Crisis Group © 2012 | Legal Notice

<<http://www.crisisgroup.org/fr/apropos/Legal.aspx>> | Contact Us

<<http://www.crisisgroup.org/fr/apropos/contact-us.aspx>> | Site by The Reference

<<http://www.reference.be/>>